

Au début de l'automne, il est apparu au Gouvernement que cette hausse rapide des dépenses et des prêts dans le secteur public, ainsi que des emprunts, devait être contenue avec fermeté, si nous voulions obtenir suffisamment de modération dans toute l'économie et faire échec aux augmentations de nature inflationniste des prix et des coûts. Nous ne pouvons nous attendre à ce que les autres manifestent le genre de modération dans leurs demandes qui s'impose à moins que le Gouvernement ne donne lui-même l'exemple de façon ferme et sans équivoque. Nous n'exerçons pas de contrôle sur nos gouvernements provinciaux, pas plus que Washington ne contrôle vos États, mais nous désirons les guider dans cette direction générale.

Après s'être longuement interrogé, notre Gouvernement a décidé qu'il pouvait et qu'il allait ralentir d'une façon très marquée le taux d'augmentation de ses dépenses, en dépit des salaires et des prix plus élevés, des taux d'intérêt accrus que nous payons, de l'augmentation de la population que nous servons. Nous allons abaisser à des niveaux inférieurs à ceux de l'année courante les prêts que nous effectuons par l'intermédiaire des organismes de l'État. Au cours de la prochaine année financière, nous limiterons l'augmentation de nos dépenses à 4.5 p. cent au-dessus de celles de la présente année, en comparaison d'augmentations de plus de 10 p. cent au cours des deux dernières années. Cela ne se fera pas sans heurt, surtout alors que l'emploi augmente peu. Cela est toutefois indispensable si nous voulons réaliser nos objectifs et refréner la montée inflationniste des prix avant qu'elle n'ait produit sur notre économie des effets durables. Il importe aussi de réduire nos dépenses si nous voulons limiter notre demande sur les marchés financiers aux montants que nous pouvons espérer obtenir sans avoir à recourir à des méthodes inflationnistes qui contribueraient à faire monter les prix davantage.

Il restera souhaitable durant quelque temps que les gouvernements canadiens modèrent leur demande sur les marchés financiers à cause des autres besoins urgents d'investissements au Canada qu'il faut prévoir pour la fin des années soixante et le début des années soixante-dix. A cause de notre éparpillement géographique, de l'aisance de notre société et de notre industrie qui a besoin de beaucoup d'immobilisations, notre pays consomme normalement une grande quantité de capitaux. Au cours de la période actuelle, nos besoins de capitaux, et les occasions de les employer de façon fructueuse, resteront exceptionnellement élevés à cause des conséquences à retardement de la forte expansion démographique que le Canada a connue immédiatement après la Seconde Guerre mondiale.

De 1965 à 1970, nous prévoyons chez nous une augmentation de 33 p. cent du nombre des jeunes dans l'important groupe d'âges de 20 à 24 ans. Au cours des cinq années qui suivront, nous prévoyons dans le même groupe d'âge une nouvelle augmentation de 15 p. cent. L'inscription dans nos universités augmente de façon prodigieuse. Nos effectifs ouvriers croissent de plus de 3 p. cent par année, soit beaucoup plus rapidement que dans les autres pays industrialisés et la moitié autant qu'aux États-Unis. Il est à prévoir que cette augmentation de la main-d'oeuvre persistera durant encore plusieurs années.

Cette jeunesse, plus instruite et mieux aguerrie, qui afflue de plus en plus nombreuse au seuil de la maturité, aura besoin de maisons; d'écoles et de toutes les autres installations permanentes qu'exige la vie moderne, et